

Le Groupe de la Banque africaine de développement



*Gérer un paysage économique incertain – A La recherche d’une solution
globale et inclusive*

Allocution d’ouverture

à

la conférence ministérielle africaine 2008

**M. Donald Kaberuka
Président
Groupe de la Banque africaine de développement**

**12-14 novembre 2008
(Tunis, Tunisie)**

1. J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette conférence ministérielle et au troisième Forum économique africain. Au nom du Groupe de la Banque africaine de développement, je voudrais remercier les ministres et les gouverneurs de banque centrale d'avoir accepté notre invitation.

2. Je voudrais remercier tout particulièrement Son Excellence M. Mohamed Ghannouchi, Premier Ministre de la République de Tunisie, de nous avoir honorés de sa présence. Monsieur le Premier Ministre, votre présence parmi nous témoigne du soutien sans faille que le Gouvernement et le peuple tunisiens ne cessent d'apporter à la BAD, et nous leur en sommes infiniment reconnaissants.

3. Je tiens également à remercier mes homologues, M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, et M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, pour l'organisation collective de cet événement. Notre collaboration dans la préparation de cette conférence souligne la détermination des institutions créées par l'Afrique à conjuguer leurs efforts pour trouver des solutions communes aux problèmes de développement qui se posent à notre continent. Mes remerciements vont également à nos homologues des institutions financières internationales (IFI) ici représentées, ainsi qu'aux responsables de banques sous-régionales et d'organisations économiques régionales. Ce sont là autant de facteurs qui attestent que cette conférence est une rencontre véritablement continentale, et qu'elle arrive à point nommé, compte tenu de l'urgence de la situation.

*Excellences,
Mesdames, Messieurs,*

4. Nous nous réunissons ici aujourd'hui à Tunis, à un moment où le monde traverse une passe difficile, pour réfléchir à la manière la mieux indiquée de rétablir la confiance, d'éviter la récession et de rester concentrés sur le véritable défi qui se pose à l'humanité en ce 21^e siècle, à savoir lutter contre la pauvreté, dans le contexte de la crise économique la plus grave que le monde connaît depuis l'après-guerre. La crise financière, qui a ébranlé les marchés aux Etats-Unis et en Europe, s'est propagée aux marchés émergents. Pour l'essentiel, l'Afrique a été épargnée jusque-là par les premiers effets de la contagion. Nos institutions

bancaires, sous votre impulsion, sont demeurées relativement solides, et les risques à court terme restent limités pour nous. Les réformes économiques et financières engagées ces deux dernières décennies ont consolidé nos banques.

5. Il reste que nous ne pouvons pas ne pas être touchés. En fait, personne ne pourra échapper aux effets de cette crise. Nous constatons déjà la difficulté qu'il y a à accéder à des ressources financières. A l'évidence, le ralentissement de l'économie mondiale entraînera une contraction générale du secteur privé, et des faillites, notamment dans les secteurs tributaires de la demande internationale. Cette situation ne peut qu'affecter la santé du secteur bancaire, qui enregistrera une augmentation des défaillances. Avant la crise, l'économie de notre continent progressait au taux moyen annuel de 6,5 %. Selon nos estimations actuelles, ce taux serait maintenant ramené à 5 %. Les perspectives économiques sont désormais très sombres. Nous avons connu dix années de croissance continue, notamment à la faveur de l'intégration plus marquée de notre continent au commerce et aux marchés financiers internationaux. La forte demande mondiale pour nos produits d'exportation vers les marchés des pays émergents a maintenu les cours de nos produits de base et métaux à un niveau élevé. Nous sommes parvenus à élargir les débouchés pour nos exportations avec l'accès aux marchés des pays émergents d'Asie, et à diversifier nos sources de financement. Plus récemment, de nouveaux partenaires sont venus s'ajouter aux bailleurs de fonds et créanciers traditionnels pour nous proposer des financements concessionnels, des investissements directs étrangers et des capitaux à court terme. Les envois de fonds de la diaspora ont également apporté aux ménages des ressources financières dont ils avaient tant besoin.

6. La crise financière menace aujourd'hui les inducteurs externes de performance de la croissance en Afrique, créant ainsi une pression sur les inducteurs internes de la croissance et affectant l'intégration économique rapide du continent. Nous savons pertinemment qu'une transition de cette nature prend du temps. Elle ne permet pas de remédier à la situation à court terme et la croissance tirée par les exportations doit rester un objectif majeur. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la diversité de l'Afrique. Les pays fragiles et enclavés auront plus de mal à préserver leurs performances économiques et à faire face à la

crise. Il est donc impérieux pour les pays riches de donner un coup de fouet à l'économie et de restaurer la confiance dans le système.

7. Tout en comptant sur les pays riches pour relancer la croissance et sortir l'économie mondiale de la récession, nous devons trouver des solutions pour atténuer les effets pervers de la crise. Pour commencer, il faut reconnaître que l'intégration de l'économie mondiale et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines ces dernières années nous ont été bénéfiques. Cette évolution a été renforcée par de solides recettes d'exportation, l'annulation de la dette extérieure et le renforcement de l'appui des bailleurs de fonds, permettant ainsi à l'Afrique d'enregistrer une croissance soutenue et de résister aux chocs extérieurs.

8. Au début de cette année, nous étions confrontés à une crise alimentaire et énergétique. La résistance de nos économies a été mise à l'épreuve. Les prix élevés des denrées alimentaires et du carburant ont commencé à éroder la stabilité de nombre de nos pays. L'inflation de base dans certaines économies est repartie en flèche, atteignant les deux chiffres, ce qui est une source de préoccupation majeure. Toutefois, je salue les autorités monétaires qui ont pris les dispositions nécessaires pour contenir l'inflation à moyen et long terme. De même, beaucoup parmi vous ont pu, grâce à des politiques dynamiques en matière de réserves en devises, faire face à l'instabilité due au comportement spéculatif des investisseurs internationaux. Toutefois, même si nous avons pu renforcer nos capacités de résistance aux chocs de courte durée, nos économies ne sont pas assez denses ou diversifiées pour nous permettre d'atténuer les risques sans précédents liés à une crise de cette nature et de cette ampleur et à ses répercussions sur l'économie réelle.

9. Il serait donc prudent d'approfondir les réformes au lieu de les alléger, mais aussi d'adopter une stratégie qui tienne compte de cette évolution ou, à tout le moins, qui nous prépare à faire face au pire, tant à court terme qu'à moyen terme. L'expérience nous a montré que le comportement du marché international à l'image d'un comportement de foule, se caractérise par des changements brusques de sentiment chez les investisseurs et les flux rapides de capitaux vers un pays ou sortant d'un pays, en particulier les financements à court terme qui peuvent devenir une source

majeure d'instabilité et d'incertitude. La panique, les cycles bulle-éclatement et les taux de fluctuation des flux de capitaux peuvent entraîner des crises et des effets de contagion, en particulier dans les marchés émergents au moment où on s'y attend le moins.

10. Beaucoup a été dit ces derniers temps sur les imperfections de la mondialisation. Mais ce n'est pas le moment de la rejeter. En revanche, nous devons nous rappeler que malgré ces imperfections, les économies qui ont émergé aujourd'hui sont celles qui se sont fortement associées à ce processus. Les pays africains doivent maintenir leur engagement, saisir les opportunités à mesure qu'elles se présentent pour sortir leur population de la pauvreté. Dans le même temps, nous devons véritablement faire entendre notre voix. Nos efforts doivent viser à mieux gérer le capitalisme mondial et parallèlement à ne pas étouffer l'innovation financière, l'objectif étant de changer les règles pour assurer la stabilité financière du système et garantir l'application des mêmes règles à tous les acteurs dans une économie mondiale marquée par une concurrence intense. Ces questions constituent la pierre angulaire de nos discussions aujourd'hui et resteront d'actualité pendant un certain temps.

*Excellences,
Mesdames, Messieurs,*

11. Cette après-midi et au cours des deux prochains jours, d'éminents économistes d'Afrique réexamineront toutes ces vastes questions entourant la mondialisation, dans le cadre du troisième Forum économique africain, qui se tient parallèlement à cette conférence ministérielle. Nulle part ailleurs sans doute ces questions ne sont plus pertinentes que sur notre continent aujourd'hui. Je souhaite sincèrement que les débats de nos économistes éclairent régulièrement la formulation des politiques. C'est la raison pour laquelle la Banque publiera deux livres tirés des exposés faits à la première et à la deuxième conférence en 2006 et 2007 pour une audience plus large.

12. Cette conférence doit, à mon sens, viser les objectifs suivants : premièrement, convenir d'un train de mesures à prendre au sein des pays et entre pays pour renforcer la capacité de résistance de nos secteurs financiers et de nos économies dans un paysage radicalement différent. Deuxièmement, tout en nous félicitant des mesures déjà prises pour restaurer la confiance dans

le système financier, envoyer un message fort aux pays riches pour leur signifier que le moment est venu de prendre des mesures audacieuses pour stimuler l'économie mondiale et éviter une récession. Troisièmement, demander à la communauté internationale dans son ensemble de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité du système financier dans lequel la voix de chaque pays et de chaque continent doit être entendue et ses préoccupations, prises en compte.

13. Cette crise a mis à nu l'interdépendance fondamentale des économies du monde. Dès lors, il n'est pas de solution possible qui ne soit globale, coordonnée et solidaire. Nous saluons les mesures prises par les pays de l'OCDE pour assurer la stabilité systémique, et nous nous félicitons du sommet du G20 qui se tient ce week-end à Washington. Des millions de pauvres à travers le monde attendront de voir si les intérêts de tous sont pris en considération. Ces intérêts comprennent notamment le maintien des questions de développement et de la lutte contre la pauvreté au centre des préoccupations. Ils comprennent aussi le respect des engagements pris au titre de l'APD, du changement climatique, de réformes commerciales et le droit à la parole dans les instances où se prennent les décisions touchant l'ensemble de l'humanité.

14. S'il est vrai que nos institutions bancaires et non bancaires restent fortes, nous recevons déjà des demandes de financements en forte augmentation à mesure que les bailleurs de fonds privés internationaux se retirent. Je voudrais vous assurer que vous pouvez compter sur la Banque africaine de développement, qui est disposée à vous fournir, dans les limites de ses moyens et de sa mission, le concours nécessaire pour vous aider à franchir le cap. Vous comprendrez néanmoins que pour autant nous ne transigerons pas avec les principes de prudence et de précaution maximums et de saine gestion bancaire. Nous tenons à demeurer une banque forte. Jusqu'à présent, notre prudence et nos techniques de gestion du risque ont été payantes dans la turbulence actuelle. Vous voulez que notre action reste concentrée sur le financement d'inducteurs de la croissance à long terme, tels que l'infrastructure et l'appui aux institutions financières locales. Nous pensons que cette crise accroîtra la demande de nos services et de nos produits. Nous avons des moyens limités et les défis mobiliseront toutes nos ressources et notre imagination. Vous voulez que nous assouplissions l'accès aux financements

internationaux au moment où les canaux traditionnels se tarissent. Par-dessus tout, avec la réévaluation du coût du risque, vous voulez que nous servions de catalyseur de flux d'investissements. Je crois comprendre que nous sommes ainsi appelés à innover, et nous sommes prêts à le faire. Avec nos homologues d'autres IFI, la Banque mondiale et le FMI, avec nos institutions continentales sœurs, l'Union africaine et la CEA, nous sommes prêts à répondre à l'appel.

15. Le nouveau paysage international commande, plus que jamais dans l'histoire récente, une action coordonnée. Cette conférence devrait servir à donner l'impulsion pour une collaboration continentale plus profonde et faire en sorte que notre voix soit entendue et nos préoccupations prises en compte. C'est la raison pour laquelle, dans la quête d'un régime rénové et de nouvelles règles pour le paysage international qui se dessine, cette conférence doit insister sur une solution qui soit véritablement inclusive et ouvre des portes et des opportunités à l'Afrique et à d'autres pays à faible revenu. Le monde se trouve à un tournant, mais il est à espérer qu'il s'agisse du tournant auquel les mentalités changent. Je vous remercie une fois de plus d'être venus à Tunis et vous souhaite plein succès dans vos délibérations.

Je vous remercie.